

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Politique immobilière
(1957-2006)**

Répertoire numérique détaillé

279 W

établi par
Élise BOURGEOIS, conservatrice en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2023

SOMMAIRE

Introduction

Présentation du versement page 3

Communicabilité page 4

Sources complémentaires page 5

Répertoire numérique détaillé page 7

INTRODUCTION

Présentation du versement

Le versement 279 W a été effectué par la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) en date du 7 décembre 2023.

Ce versement comprend 5 articles et représente 0,5 mètre linéaire.

Le traitement intellectuel du versement a été réalisé par Charles-Alexandre Boucly, contractuel à la DRAAF dans le cadre du projet de déménagement vers le Cité administrative en 2024.

La Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)

En France, les directions régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF ou DAAF dans les départements et régions d'outre-mer) sont des services déconcentrés du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation qui ont pour mission de mettre en œuvre au niveau de la région la politique nationale en matière d'alimentation, d'agriculture et de forêt.

Les DRAAF ont été créées et sont régies par le décret n° 2008-1406 du 19 décembre 2008. Elles se substituent aux directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF) créées par décret du 28 décembre 1984, à la suite des lois de décentralisation et de déconcentration de 1982. Elles sont sous l'autorité fonctionnelle du préfet de région et hiérarchique du ministre de l'Agriculture.

La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Hauts-de-France est composée de 6 sites : la Direction Régionale à AMIENS, le site de LILLE et les postes d'Inspection Frontaliers à DUNKERQUE et CALAIS (Port et tunnel). Elle a été organisée par le Décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 et un arrêté du 2 octobre 2020¹.

Le secrétariat général (SG)

Il assure l'ensemble des missions de gestion administrative, logistique, informatique, financière et budgétaire ainsi que la gestion des ressources humaines et la formation continue.

Le service régional de l'alimentation (SRAL)

Il pilote et coordonne au niveau régional le programme de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation, du champ à l'assiette, mis en œuvre par les directions départementales en charge de la protection des populations pour les animaux et les denrées d'origine animales et par la direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt pour la protection des végétaux et la déclinaison des politiques incitatives.

Il assure les missions de contrôle et de surveillance de la santé des végétaux et produits végétaux (dont la certification à l'exportation).

Il est en charge de la surveillance du territoire et de la santé des forêts.

Il anime les politiques publiques incitatives de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques et d'amélioration de l'offre alimentaire.

Par l'antenne placée à DUNKERQUE, qui comprend un service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVEP), il participe aux contrôles sanitaires à l'importation en provenance des pays tiers et à la certification à l'exportation des produits animaux.

Le service régional de la performance économique et environnementale des entreprises (SRPE)

Il pilote, anime et met en œuvre, au niveau régional, les politiques nationales et communautaires en matière agricole, agroalimentaire et forestière.

Il concourt à l'élaboration de documents stratégiques et d'orientations, à l'animation de réseaux et au soutien d'actions de développement des filières.

Il pilote la programmation des moyens de l'Etat en faveur des entreprises agricoles et forestières et la gestion des mesures du programme national d'aide de l'organisation commune des marchés mobilisant le fonds européen agricole de garantie. Il anime, conjointement avec le conseil régional, autorité de gestion, les dispositifs agricoles du cadre national financés par le fonds européen agricole de développement rural.

¹ https://draaf.hauts-de-france.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Arrete_02102020_portant_organisation_DRAAF_HDF_cle497297.pdf

Sur la forêt, il participe à la mobilisation de la ressource et afin d'en garantir une gestion durable, il coordonne et met en œuvre différentes procédures réglementaires d'agrément, d'approbation et de contrôle.

Le service régional d'information statistique et économique (SRISE)

Il assure la collecte et la diffusion de données statistiques, géographiques et économiques pour les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Il collecte également au sein du centre du Réseau des Nouvelles des Marchés des informations de prix quotidiennes de certains produits frais aux différents stades de leur mise en marché (production, expédition, gros et détail, exportation, importation).

Il valorise cette connaissance au service des politiques publiques par des études et de l'analyse géographique pouvant être territorialisées.

Le service régional de la formation et du développement (SRFD)

Il pilote, anime et gère l'appareil de formation agricole en région, au titre de l'autorité académique, dans un périmètre de concertation et de délégation avec les services centraux du ministère.

Il assure la gestion de l'appareil de formation au travers de la carte de formation et des moyens humains nécessaires, tant pour l'enseignement public que privé.

Il gère les moyens liés aux actions sociales en faveur des lycéens et étudiants de l'enseignement agricole.

Il assure le contrôle de légalité, la gestion de toutes les questions administratives, financières et juridiques concernant l'enseignement agricole, notamment celles relevant des instances de concertations régionales.

Le service régional de FranceAgriMer (SRFAM)

Il est chargé, au plan sectoriel, de la mise en œuvre des missions de l'établissement national FranceAgriMer, dont le préfet est le représentant territorial.

Il assure ainsi les missions de contrôle des aides communautaires pour les filières céréales, lait, viande, fruits et légumes, sucre et vin, ainsi que des programmes sociaux des cadres communautaires et nationaux.

Il assure le contrôle des collecteurs de céréales et oléo-protéagineux dans le cadre de l'aval et de la réglementation nationale en vigueur dans ce domaine.

Il conduit l'instruction, la rédaction de conventions et la liquidation de dossiers pour les aides gérées en région ou cogérées avec le siège de FranceAgriMer, notamment dans le cadre du CPER.

Il réalise des enquêtes techniques et le suivi de statistiques à fin d'analyse économique, d'accompagnement et d'information des filières, en lien avec le service régional d'information et de statistiques économiques.

Intérêt historique de versement

Ce versement permet de suivre la construction du siège de la DRAAF sur la parcelle de la Croix-Rompue mais aussi d'avoir un aperçu des différents sites précédemment occupés. Le bâtiment domanial de la DRAAF doit être cédé par l'Etat en 2024 en raison d'un regroupement de plusieurs services de l'Etat dans une cité administrative située dans le quartier Gare/la Vallée à Amiens. Ces documents seront donc la seule trace de l'occupation du bâtiment de la Croix-Rompue par un service de l'Etat.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'au terme du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit.

Le versement est immédiatement communicable dans son intégralité.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Bibliographie

La Somme, un département doté de nombreux atouts à conforter, Les politiques publiques de territoire par Gérard Lemaire, 2023. Office de publications administratives et sociales 4° 2880

Les décideurs en Picardie : guide des services publics, 2005-2007. Picardie la Gazette 8° 6065/1-3

Agriculture et aménagement rural dans la Somme, par Garba Marou, 1970. Institut intercommunal d'administration publique BR 1832

Sources archivistiques Archives départementales de la Somme

Archives modernes, série M

Sous série 7M. Agriculture. Eaux et forêts. A compléter par le versement coté 8ETP : Office national des forêts, Division de Beauvais (1722-2002).

Archives contemporaines, série W

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

1268 W*	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES Hydraulique agricole. Fonds éliminé en totalité le 03/12/2020.	1976 - 1991
1344 W*	Remembrement, aménagement foncier.	1983 - 1994
1346 W*	Remembrement, développement agricole.	1979 - 1993
1435 W	LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE DÉPARTEMENTAL Résultats d'analyses. Prophylaxie.	1975 - 1996

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

53 W*	Prophylaxie, indemnités pour perte d'animaux. Importation. Renouvellement triennal des Conseil régionaux. Ordre des vétérinaires. Insémination. Police sanitaire. Direction départementale de l'agriculture : arrêtés, instructions, correspondance. Réglementation des cumuls d'exploitations agricoles : dossiers individuels.	1964 - 1966
64 W*	Exploitations, coopératives et entreprises agricoles.	1954 - 1972
1060 W*	Conseil supérieur des structures agricoles. Industrie alimentaire. Céréales.	1966 - 1980
1071 W*	Primes d'orientation agricole.	1980 - 1981
1094 W*	Investissements agricoles, prêts. Habitat rural. Forêts. Enseignement agricole.	1970 - 1977
1103 W	Chambre régionale d'agriculture. Centre régional de la propriété forestière. Cellule économique. Conseil hippique. Affaires culturelles. Environnement. Industrie. Santé. Tourisme. Travail.	1967 - 1983
1173 W	Urbanisme, zones d'aménagement concertées et zones d'équipement prioritaires. Agriculture. Régionalisation.	1974 - 1985
1174 W	Primes à l'agriculture et à la création d'emplois dans l'artisanat. Prêts participatifs simplifiés. Contrôle budgétaire de la région. Concours financier de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) du fonds forestier national et du fonds de garantie de l'établissement public régional.	1976 - 1984
1176 W*	Conseil régional de la forêt. Commission régionale de l'enseignement technique agricole.	1980 - 1984
1255 W*	Primes d'orientation agricole.	1983 - 1987

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

68 W* Production animale et végétale, contrôle. 1943 - 1949

PRÉFECTURE DE LA SOMME

CABINET DU PREFET

27 W* Classement des grandes exploitations. 1957 - 1958
49 W Agriculture. 1940 - 1971
50 W Eau et forêts. 1940 - 1968
51 W* Entreprises de stockage et de transformation de produits agricoles. 1960 - 1965
1052 W* Chambre d'agriculture. Fédération d'exploitants agricoles. Génie rural. Produits laitiers. 1972 - 1982
1086 W* Agriculture. 1975 - 1980
1139 W* Agriculture. 1982 - 1983
1150 W* Chambre d'agriculture de la Somme. 1977 - 1983
1218 W* Agriculture, finale nationale du concours de labour, betterave et sucre. 1967 - 1987
1227 W* Mérite agricole. 1965 - 1982

ADMINISTRATION GENERALE ET POLICE GENERALE

43 W* Calamités agricoles et catastrophes naturelles, secours financiers d'urgence. 1947 - 1968

DIRECTION DES MOYENS DE L'ÉTAT

1230 W* Chambre d'agriculture de la Somme, budget et comptes financiers : procès-verbaux. 1980 - 1987

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

59 W* Remembrement. 1950 - 1954
1148 W* Chambre d'agriculture, budgets. 1975 - 1979
1242 W* Exploitants forestiers. Culture du tabac. 1940 - 1975

DIRECTION DES TITRES ET DE LA CITOYENNETE

992 W* Déclarations de mise en circulation et d'immatriculation de tracteurs agricoles : registres. 1941 - 1950

AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

12 W* Organisation des coopératives agricoles. Syndicats agricoles. Tribunaux paritaires des baux ruraux. Ferme-école du Paraclet. Marchands de bétail, viande et dérivés : cartes professionnelles. 1922 - 1962
56 W* Inspection des viandes. Réglementation de la pêche et de la chasse. Entretien des forêts. 1940 - 1970
60 W* Réglementation. Statistiques. Remembrements. Coopératives agricoles. Exploitation des terres. Productions agricoles. Élevage. Enseignement agricole. Salariés et salaires dans l'agriculture. Jardins ouvriers. 1940 - 1964

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

1321 W* Hortillonnages. Parc naturel régional. Forêts. Agriculture. Électrification rurale. Aménagement foncier. 1973 - 1989

CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT (CAUE) DE LA SOMME

1460 W* Concours de bâtiments agricoles. Opération « Granges ». 1988 - 1991

Répertoire numérique détaillé

- 279 W 1 Chrono-courrier des grandes étapes de la construction. Construction : appel d'offre et examen des candidatures, liste récapitulative des plans (plans 208, 209 et 211 manquants), plans 0 à 6, 10 et 13 à 14, plans 100, 104, 108 à 114, 204 à 207, 300 à 302, 304, 308 à 311, acte d'acquisition du terrain, présentation du projet de marché à la Trésorerie Générale, avis du rapporteur de la DDE, déclaration d'ouverture de chantier, permis de construire et acte d'engagement de construction, attestation d'assurance de l'entreprise Quille, avance de démarrage des travaux, ordre de service n°1 de commencer les travaux, déclaration d'ouverture de chantier, cahier des clauses administratives particulières.
1988-1994
- 279 W 2 Construction : plans 11, 12, 101 à 103, 105 et 106.
1993-1994
- 279 W 3 Construction : plans 202, 203, 303, 305 à 307.
1993-1994
- 279 W 4 Concours d'architecture sur esquisse : plans, dossier du jury, dossier de l'architecte retenu, dossier non retenu (1991-1992). Construction : avant-projet sommaire (1992), lots architecturaux 1 à 13 et 14 à 17, avenants au marché de construction, ordres de service avec leur devis (1994), dossier de travail sur la confection du dossier de construction et dossier d'engagement des premiers crédits (1992-1994). Aménagement paysager : dossiers pour le patio et l'extérieur, pour la pelouse et ses plantations et pour les plantes d'intérieur, plans d'aménagement de la pépinière Croux et son catalogue (1994).
1991-1994
- 279 W 5 Départ des locaux occupés par la DRAAF aux 9 rue Gribeauval, 13 rue de Cardon, 29 rue Saint-Fuscien, 25 rue Evrard de Fouilloy : baux, états des lieux de sortie, acte de vente, affiche de vente, dossiers de résiliation d'abonnements de services (1957-1995). Aménagement décoratif : commande de drapeaux, catalogue de la société Doublet (1994). Aménagement du laboratoire : correspondance, devis, plan, projets d'installation (1994-1995). Aménagement des bureaux : catalogues de fournisseurs, échantillons de tissus. Inauguration du bâtiment : compte rendu financier définitif, fiches de présentation des services avec organigramme, liste des invités, dessin de la plaque d'inauguration définitive, facture (1995). Dysfonctionnement et malfaçons : dossiers par désagrément (1994-1997). Construction des garages : permis de construire, remise de prix au constructeur, CCTP, CCAP, dossier AO, procès-verbal de réception des travaux (1999). Amiante : dossier technique amiante (2006).
1957-2006